Procès-verbal de l'assemblée générale
des sociétaires de la Banque Populaire Auvergne Rhône Alpes
du 4 mai 2023

Le jeudi 4 mai 2023 à 17h30, les sociétaires de la Banque Populaire Auvergne Rhône Alpes (BPAURA) se sont réunis en assemblée générale à Valence (26000), au Palais des Expositions, 16 avenue Georges Clémenceau, suivant convocation individuelle des sociétaires en date du 23 mars 2023, et invitation par avis inséré dans le journal d'annonces légales « La Tribune de Lyon » paru le 30 mars 2023.

Il est établi une feuille de présence émargée par chaque membre de l'assemblée entrant en séance et n'ayant pas encore voté.

Les votes des sociétaires ont pu s'effectuer par voie postale jusqu'au 28 avril et par internet sur le site dédié jusqu'au 3 mai à 15h.

L'assemblée est présidée par Monsieur Lionel BAUD, président du conseil d'administration, Monsieur Jean-Pierre PEDRENO et Monsieur Stéphane VALENTINO sont désignés comme scrutateurs et Monsieur Eric GREVET est désigné comme secrétaire de séance.

Le bureau étant ainsi constitué, il est constaté que, sur le total des 337 024 sociétaires possédant 107 131 449 parts composant le capital social assorties d'un droit de vote, dont la liste a été arrêtée le 31 janvier 2023, les 68 435 sociétaires représentés ou ayant voté valablement par correspondance ou par télétransmission sur le site internet aménagé à cet effet, possèdent 29 776 702 parts, soit 27,79 % du total.

Le quorum de 20% exigé par l'article 36 des statuts pour les assemblées générales ordinaires et le quorum de 25% exigé par l'article 37 des statuts pour les assemblées générales extraordinaires sont donc atteints. Dès lors, l'assemblée générale est régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

Les documents prescrits par les dispositions statutaires et réglementaires sont mis à la disposition des membres de l'assemblée et ont été tenus à la disposition des sociétaires pendant les 15 jours ayant précédé la date de réunion de l'assemblée. En complément, le rapport annuel (intégrant le rapport sur le gouvernement d'entreprise et le rapport de gestion) a été mis en ligne sur le site internet de la Banque.

Le président souhaite la bienvenue aux sociétaires à cette assemblée générale.

Il exprime son plaisir de se retrouver sur ce beau et dynamique territoire de Valence. S'appuyant sur l'expression de la Raison d'être de la banque, et après avoir retracé l'histoire de la Banque Populaire en quelques dates, il développe les fondements du modèle coopératif : une banque qui appartient à ses clients sociétaires, une banque de proximité et de valeurs. Il cite également l'initiative réussie que constitue la Banque de la Transition Énergétique.

Enfin, il rappelle la mission du conseil d'administration et en présente la composition.

Le président donne ensuite lecture de l'ordre du jour de l'assemblée générale :

- Présentation du rapport de gestion du conseil d'administration sur l'exercice 2022.
- Présentation des rapports des commissaires aux comptes sur les comptes de l'exercice

2022.

- Approbation des comptes annuels individuels et consolidés de l'exercice 2022 et quitus
- Affectation du résultat de l'exercice 2022 ; versement de l'intérêt aux parts
- Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées
- Renouvellement du mandat de quatre administrateurs et nomination de trois nouveaux administrateurs
- Renouvellement du mandat d'un Commissaires aux comptes
- Détermination du montant global des indemnités compensatrices.
- Nomination du réviseur coopératif et du réviseur coopératif suppléant
- Consultation sur l'enveloppe globale des rémunérations aux dirigeants et catégories de personnel visées à l'article L 511-71 du code monétaire et financier.
- Etat du capital au 31 décembre 2022
- Modification des statuts
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités

Après la diffusion d'une vidéo de Jean-François ROBIN, Directeur mondial de la recherche de Natixis CIB, présentant la conjoncture économique, le président invite Monsieur Daniel KARYOTIS, Directeur Général, à présenter les résultats et l'activité de la Banque Populaire Auvergne Rhône Alpes en 2022.

Le Directeur Général indique que l'exercice 2022 a connu une activité commerciale soutenue, avec toutefois des signes de ralentissement au second semestre. Il rend compte des performances commerciales très satisfaisantes et de la banque, acteur économique majeur de son territoire, dans la collecte de l'épargne comme dans le financement de l'économie et des projets en région.

Ce dynamisme s'est traduit dans la forte progression des encours au bilan : grâce à une production nouvelle de 8,1 milliards d'euros de prêts, les encours de crédit ont augmenté de 7% en moyenne en 2022, tandis que les dépôts de la clientèle ont été affectés progressivement par le contexte économique, par la hausse des encours de l'épargne réglementée et des comptes à terme.

Il commente ensuite le compte de résultat consolidé de l'exercice 2022 : la hausse de la marge d'intérêts et la bonne progression des commissions permettent au produit net bancaire d'augmenter de 6,1% ; après prise en compte de frais généraux bien maîtrisés et d'un coût du risque de 71,1 millions d'euros, le résultat net consolidé s'est établi à 174,4 millions d'euros, en hausse de 15,9% par rapport à 2021.

Le directeur général souligne enfin le niveau élevé des capitaux propres de la Banque Populaire Auvergne Rhône Alpes et son ratio de solvabilité de 16,3%. Ce niveau, nettement supérieur aux exigences réglementaires, témoigne de la solidité financière de la Banque et de sa capacité à continuer à investir et prêter sur son territoire.

Rapport des commissaires aux comptes

Le président cède la parole à M. Paul-Armel JUNNE du cabinet MAZARS, et à M Rémi VINIT-DUNAND, du cabinet KPMG, commissaires aux comptes, pour la présentation de leurs rapports.

Ils donnent lecture du rapport sur les comptes individuels, du rapport sur les comptes consolidés et du rapport spécial sur les conventions et engagements réglementés.

Ils certifient que les comptes consolidés, d'une part, les comptes annuels sur base individuelle d'autres part, sont, au regard des référentiels comptables concernés, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice.

Ils citent enfin les points clés de l'audit de ces comptes.

Présentation des résolutions

Le président invite Monsieur Eric GREVET, secrétaire général, à présenter le rapport de gestion du conseil d'administration sur les résolutions soumises à l'assemblée générale.

Les cinq premières résolutions concernent l'approbation du rapport sur la gouvernance et du rapport de gestion du conseil d'administration, l'approbation des comptes sociaux et des comptes consolidés de l'exercice 2022, l'affectation du résultat, la fixation de l'intérêt aux parts sociales et le montant des dépenses non déductibles du résultat fiscal. Les commentaires détaillés sur les comptes figurent dans le rapport annuel.

Le résultat net comptable sur base individuelle s'élève à 131 548 022,64 €. Le conseil propose le versement d'un intérêt de 2,40% qui sera mis en paiement à compter du 24 mai 2023.

Il a été proposé aux sociétaires qui le souhaitent et dont le montant de l'intérêt aux parts sociales le permet, de réinvestir tout ou partie de ces intérêts en nouvelles parts sociales.

La 6^{ème} résolution a pour objet l'approbation des conventions réglementées autorisées par votre conseil d'administration au cours de l'exercice 2022, qui sont présentées dans le rapport spécial des commissaires aux comptes.

Les résolutions suivantes portent sur les administrateurs. Suivant l'avis favorable du Comité des Nominations du 28 février 2023, le conseil propose de renouveler le mandat d'administrateur des Messieurs Lionel BAUD, Philippe CHARVERON et Dominique VERDIEL et de nommer en qualité d'administrateur Madame Claudine DOZORME et Messieurs Thierry BRAILLARD et Xavier THIRY.

Il a constaté que Madame Catherine COLIN n'a pas demandé le renouvellement de son mandat d'administrateur arrivant à échéance.

Le conseil propose par ailleurs de renouveler le mandat du commissaire aux comptes MAZARS pour une durée de 6 exercices.

La 15^{ème} résolution a trait à la fixation du montant global des indemnités compensatrices pouvant être allouées au conseil d'administration. Cette consultation intervient en application des dispositions de la loi pour l'Economie Sociale et Solidaire adoptée le 31 juillet 2014 qui est venue compléter la loi du 10 septembre 1947 applicable aux sociétés à statut coopératif. Si la loi fixe le principe de gratuité des fonctions, elle reconnaît également, la possibilité de payer aux administrateurs de coopératives des indemnités compensatrices du temps consacré à l'administration de la société. Il appartient à l'assemblée générale de déterminer chaque année une somme globale au titre de ces indemnités compensatrices, dont la répartition sera décidée par le conseil d'administration. La Banque Populaire ayant le statut de société anonyme coopérative de Banque Populaire est soumise en conséquence à ces dispositions. Il est proposé à l'assemblée de fixer le montant de cette enveloppe à 450 000€ pour l'exercice 2023.

Dans la 16^{ème} résolution, le conseil propose de nommer la SAS AMARAL représentée par Monsieur Dominique WEIN, en tant que réviseur coopératif. Il établira un rapport de révision qui sera communiqué aux dirigeants de la société et à BPCE, avant d'être mis à disposition des sociétaires lors de l'assemblée générale appelée à se réunir au plus tôt en 2024, puis communiqué à l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution.

Dans la 17^{ème} résolution, il propose de nommer Monsieur Jacques de LESCURE, en tant que réviseur coopératif suppléant.

La 18^{ème} résolution vise à consulter l'assemblée générale, en application des dispositions de l'article L 511-73 du code monétaire et financier, sur l'enveloppe globale des rémunérations versées aux dirigeants effectifs de l'établissement de crédit ainsi qu'aux administrateurs et à certaines catégories de personnels visées par la loi, à savoir celles dont les activités ont une incidence significative sur le profil de risque de l'entreprise ou du groupe. Ces personnes sont identifiées conformément au Règlement délégué n° 604-2014 de la Commission Européenne du 4 mars 2014 et comptent, notamment, les membres de la direction générale, les responsables des fonctions risques, conformité/audit et les membres du personnel exerçant diverses responsabilités ou dont la rémunération le justifie. L'enveloppe globale qui vous est soumise porte sur une population de 52 personnes, et s'élève à 6 056 193 € durant l'exercice clos au 31 décembre 2022.

La 19^{ème} résolution vient classiquement constater l'état du capital de la Banque à la fin de l'exercice clos le 31 décembre 2022.

Les 20^{ème} et 21^{ème} résolutions sont à caractère extraordinaire et portent sur la modification des statuts et l'adoption des nouveaux statuts dans leur ensemble.

Les modifications qui sont proposées sont de trois ordres : des mises à jour réglementaires, des mises à jour liées au déploiement dans les Banques Populaires de projets Groupe, et des clarifications/simplifications. Il est également proposé d'insérer à l'article 41 des statuts relatif à la répartition des bénéfices et aux réserves une mention permettant, en cas d'insuffisance des résultats d'un exercice et sur décision de l'assemblée générale, le versement d'un intérêt aux parts sociales prélevé sur les réserves, conformément à la possibilité offerte par l'article 17 de la loi du 10 septembre 1947.

La dernière résolution vient conférer les pouvoirs généraux pour la réalisation des formalités consécutives à cette assemblée.

Au terme de ce rapport, le conseil d'administration de votre Banque Populaire vous engage à voter en faveur des résolutions qui vous ont été présentées.

Réponses aux questions des sociétaires

Avant de répondre aux questions des sociétaires présents, le président indique que des questions ont été posées en amont de l'Assemblée générale. Le président, le directeur général et le secrétaire général répondent aux questions d'intérêt général qui ont été ainsi posées, regroupées en grands thèmes (les questions d'ordre personnel ont fait l'objet de réponses individuelles):

- Exposition de BPAURA à la crise bancaire récente (Etats Unis et Suisse)
- Rôles respectifs de l'assemblée générale et du conseil d'administration, notamment dans le choix des projets et secteurs d'activité financés par BPAURA, par exemple les énergies fossiles
- Détermination du taux d'intérêt aux parts sociales et perspectives pour 2023
- Augmentation de l'enveloppe des indemnités compensatrices du temps passé
- Objectif de la modification des statuts portant sur le remboursement des parts sociales dans le cadre d'un PEE.

M. Daniel KARYOTIS précise notamment que la Banque Populaire Auvergne Rhône Alpes ne porte pas d'engagements sur les Etats Unis et la Suisse.

Des réponses sont ensuite apportées aux questions posées par des sociétaires dans la salle, portant sur la rémunération des parts sociales, le financement de la culture et la transition écologique.

Le président remercie les sociétaires pour leur intérêt porté à l'actualité et à la marche de la Banque, et passe aux votes des résolutions.

Vote des résolutions

Le président rappelle que l'assemblée générale statue à la majorité des voix exprimées dont disposent les sociétaires : majorité simple pour les résolutions à caractère ordinaire et majorité des deux tiers pour les résolutions à caractère extraordinaire.

Depuis la loi Soilihi du 20 juillet 2019, la majorité requise pour l'adoption des décisions en assemblée générale est déterminée en fonction des seules voix exprimées : les abstentions, de même que les votes blancs ou nuls sont exclus du décompte pour le calcul de la majorité.

Résolutions à caractère ordinaire

Première résolution (approbation des comptes sociaux)

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport sur le gouvernement d'entreprise, du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport des Commissaires aux Comptes, approuve les comptes annuels, à savoir le bilan, le compte de résultat et l'annexe arrêtés au 31 décembre 2022, tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

Votes pour : 29 177 943 voix

Votes contre : 71 597 voix

Abstentions : 509 618 voix

La résolution est adoptée par 29 177 943 voix, soit 99,76% des voix exprimées.

Deuxième résolution (quitus aux administrateurs)

L'Assemblée Générale donne pour l'exercice clos le 31 décembre 2022 quitus de leur gestion à tous les Administrateurs.

Votes pour : 29 106 474 voix

Votes contre : 133 216 voix

Abstentions : 519 733 voix

La résolution est adoptée par 29 106 474 voix, soit 99,54% des voix exprimées.

Troisième résolution (affectation du bénéfice, fixation de l'intérêt aux parts)

L'Assemblée Générale constate que le montant du bénéfice net de l'exercice 2022 s'élève à 131 548 022,64 €.

Compte tenu du report à nouveau disponible de 69 027 057,00€, incluant l'impact du changement de méthode 2021 de 3 284 487,00€, le bénéfice distribuable à affecter s'élève à 200 575 079,64 €.

L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration, décide d'affecter le bénéfice distribuable comme suit :

- Réserve légale.....6 577 401,13 €
- Intérêts aux parts sociales au taux de 2,40%.....39 297 279,84 €
- Autres Réserves.....93 000 000,00 €
- Report à nouveau..... 61 700 398,67 €

Total..... 200 575 079,64 €

Les intérêts des parts sociales de votre banque populaire sont d'un point de vue fiscal assimilés à des dividendes d'actions et suivent le régime fiscal y afférent.

La mise en paiement des intérêts sera effectuée en numéraire à compter du 24 mai 2023. Il est proposé aux sociétaires qui le souhaitent et dont le montant de l'intérêt au parts sociales le permet, de réinvestir tout ou partie de ces intérêts en nouvelles parts sociales.

Conformément à la loi, l'Assemblée Générale prend acte que le montant des distributions effectuées au titre des trois exercices précédents, ainsi que celui des revenus éligibles à l'abattement, ont été les suivants :

Exercices	Montant total des intérêts distribués aux parts	Montants versés aux parts éligibles à la réfaction de 40%	Montants versés aux parts non éligibles à la réfaction de 40%
2019	15 017 284,13 €	10 831 728,30 €	4 185 555,83 €
2020	16 270 107,58 €	11 235 341,07 €	5 034 766,51 €
2021	20 961 873,96 €	13 944 253,18 €	7 017 620,78 €

Votes pour : 29 050 918 voix
 Votes contre : 248 304 voix

Abstentions : 461 637 voix

La résolution est adoptée par 29 050 918 voix, soit 99,15% des voix exprimées.

Quatrième résolution (Approbation des comptes consolidés)

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance des rapports du Conseil d'Administration et des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés, approuve les comptes consolidés au 31 décembre 2022, tels qu'ils lui ont été présentés.

Votes pour : 29 140 487 voix
 Votes contre : 75 703 voix

Abstentions : 541 979 voix

La résolution est adoptée par 29 140 487 voix, soit 99,74% des voix exprimées.

Cinquième résolution (charges non déductibles)

L'Assemblée Générale prend acte que les comptes de l'exercice écoulé prennent en charge des dépenses non déductibles du résultat fiscal, visées à l'article 39-4 du Code Général des Impôts, à hauteur de 472 266,20 € entraînant une imposition supplémentaire de 121 986,36 €.

Votes pour : 28 832 533 voix
Votes contre : 235 253 voix

Abstentions : 691 377 voix

La résolution est adoptée par 28 832 533 voix, soit 99,19% des voix exprimées.

Sixième résolution (conventions réglementées)

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions visées à l'article L.225-38 du Code de Commerce et statuant sur ce rapport prend acte qu'aucune convention de cette nature n'a été conclue au cours de l'exercice.

Votes pour : 29 108 357 voix
Votes contre : 65 748 voix

Abstentions : 586 171 voix

La résolution est adoptée par 29 108 357 voix, soit 99,77% des voix exprimées.

Septième résolution (mandat d'administrateur)

L'Assemblée Générale, constatant que le mandat d'administrateur de Monsieur Lionel BAUD vient à expiration ce jour, renouvelle ce mandat pour une nouvelle période de six ans qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer en 2029 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2028.

Votes pour : 28 737 646 voix
Votes contre : 286 826 voix

Abstentions : 737 381 voix

La résolution est adoptée par 28 737 646 voix, soit 99,01% des voix exprimées.

Huitième résolution (mandat d'administrateur)

L'Assemblée Générale, constatant que le mandat d'administrateur de Monsieur Philippe CHARVERON vient à expiration ce jour, renouvelle ce mandat pour une nouvelle période de six ans dans la limite d'âge de 73 ans soit à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer en 2026 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025.

Votes pour : 28 629 300 voix
Votes contre : 357 148 voix

Abstentions : 776 658 voix

La résolution est adoptée par 28 629 300 voix, soit 98,77% des voix exprimées.

Neuvième résolution (Mandat d'administrateur)

L'Assemblée Générale, constatant que le mandat d'administrateur de Monsieur Dominique VERDIEL vient à expiration ce jour, renouvelle ce mandat pour une nouvelle période de six ans qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer en 2029 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2028.

Votes pour : 28 728 282 voix

Votes contre : 273 938 voix

Abstentions : 759 610 voix

La résolution est adoptée par 28 728 282 voix, soit 99,06% des voix exprimées.

Dixième résolution (Mandat d'administrateur)

L'Assemblée Générale décide de nommer Madame Claudine DOZORME, en qualité de nouvel administrateur, pour une période qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire des sociétaires à tenir dans l'année 2029 pour statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2028.

Votes pour : 28 832 032 voix

Votes contre : 176 476 voix

Abstentions : 754 538 voix

La résolution est adoptée par 28 832 032 voix, soit 99,39% des voix exprimées.

Onzième résolution (Mandat d'administrateur)

L'Assemblée Générale décide de nommer Monsieur Thierry BRAILLARD, en qualité de nouvel administrateur, pour une période qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire des sociétaires à tenir dans l'année 2029 pour statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2028.

Votes pour : 28 739 500 voix

Votes contre : 232 120 voix

Abstentions : 793 105 voix

La résolution est adoptée par 28 739 500 voix, soit 99,20% des voix exprimées.

Douzième résolution (Mandat d'administrateur)

L'Assemblée Générale décide de nommer Monsieur Xavier THIRY en qualité de nouvel administrateur, pour une période qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire des sociétaires à tenir dans l'année 2029 pour statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2028.

Votes pour : 28 789 408 voix

Votes contre : 187 608 voix

Abstentions : 784 580 voix

La résolution est adoptée par 28 789 408 voix, soit 99,35% des voix exprimées.

Treizième résolution (Mandat d'administrateur)

Madame Catherine COLIN n'ayant pas demandé le renouvellement de son mandat, l'Assemblée Générale, constate que celui-ci vient à expiration ce jour

Votes pour : 28 992 069 voix

Votes contre : 103 301 voix

Abstentions : 663 902 voix

La résolution est adoptée par 28 992 069 voix, soit 99,64% des voix exprimées.

Quatorzième résolution (mandat des Commissaires aux Comptes)

L'Assemblée Générale, constatant que le mandat de la société Mazars, Commissaire aux Comptes titulaire vient à expiration ce jour, renouvelle ce mandat pour une nouvelle période de six exercices qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer en 2029 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2028.

Votes pour : 28 926 101 voix

Votes contre : 169 228 voix

Abstentions : 662 231 voix

La résolution est adoptée par 28 926 101 voix, soit 99,42% des voix exprimées.

Quinzième résolution (fixation des indemnités de présence des membres du conseil, en ce compris le président et les vice-présidents du Conseil d'Administration)

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, décide en application de l'article 6 de la loi du 10 septembre 1947, de fixer le montant global des indemnités compensatrices du temps consacré à l'exercice de leurs fonctions allouées aux administrateurs à la somme de 450 000 euros pour l'année 2023.

Votes pour : 27 746 205 voix

Votes contre : 899 546 voix

Abstentions : 1 115 473 voix

La résolution est adoptée par 27 746 205 voix, soit 96,86% des voix exprimées.

Seizième résolution (réviseur coopératif)

L'Assemblée générale nomme, conformément aux dispositions de l'article 36 des statuts :

la SAS AMARAL représentée par M. Dominique WEIN, agréé par arrêté préfectoral du 14 février 2023, en qualité de réviseur coopératif, sa mission prenant fin au plus tard le 14 février 2028, à l'effet de :

- Vérifier la conformité de l'organisation et du fonctionnement de l'établissement bancaire et des sociétés de caution mutuelle conformément aux principes et aux règles générales de la coopération ainsi qu'aux règles coopératives spécifiques qui leur sont applicables,

- Et établir le rapport de révision qui sera communiqué aux dirigeants de la société et à BPCE, avant d'être mis à disposition des sociétaires lors de l'Assemblée appelée à se réunir au plus tôt en 2024, puis communiqué à l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution.

Votes pour : 29 007 681 voix

Votes contre : 104 460 voix

Abstentions : 648 346 voix

La résolution est adoptée par 29 007 681 voix, soit 99,64% des voix exprimées.

Dix-septième résolution (réviseur coopératif suppléant)

L'Assemblée générale nomme M. Jacques de LESCURE, en qualité de réviseur coopératif suppléant.

Votes pour : 28 983 636 voix

Votes contre : 111 076 voix

Abstentions : 665 292 voix

La résolution est adoptée par 28 983 636 voix, soit 99,62% des voix exprimées.

Dix-huitième résolution (consultation sur l'enveloppe globale des rémunérations de toutes natures versées aux dirigeants et catégories de personnel visées à l'article L511-71 du CMF durant l'exercice 2022)

L'Assemblée Générale consultée en application de l'article L.511-73 du Code monétaire et financier, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, émet un avis favorable sur l'enveloppe globale des rémunérations de toutes natures versées durant l'exercice clos le 31 décembre 2022 aux catégories de personnel visées à l'article L.511-71 du Code monétaire et financier, s'élevant à 6 056 193 euros.

Votes pour : 28 168 414 voix

Votes contre : 524 217 voix

Abstentions : 1 074 952 voix

La résolution est adoptée par 28 168 414 voix, soit 98,17% des voix exprimées.

Dix-neuvième résolution (capital au 31 décembre 2022)

L'Assemblée Générale constate qu'au 31 décembre 2022, le capital social effectif, c'est-à-dire net des remboursements effectués aux parts sociales, s'élève à 1 698 577 920 euros, qu'il s'élevait à 1 608 627 712 euros au 31 décembre 2021 et qu'en conséquence, il s'est accru de 89 950 208 euros au cours de l'exercice 2022.

Votes pour : 29 184 592 voix
Votes contre : 103 789 voix

Abstentions : 468 821 voix

La résolution est adoptée par 29 184 592 voix, soit 99,65% des voix exprimées.

Résolutions à caractère extraordinaire

Vingtième résolution (modification des statuts)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, décide de modifier les articles 3, 8, 13, 14, 16, 18, 19, 26, 31, 33 à 37, 39, 41 et 44 des statuts de la manière suivante :

- Article 3 - « Objet social » : Précision sur ce que comprend l'activité d'intermédiaire ou d'entremise dans le domaine immobilier grâce à l'ajout de la mention suivante : « effectuer pour le compte de tiers toutes transactions immobilières et mobilières, ainsi que l'activité de conseil en gestion de patrimoine et en investissement »
- Article 8 - « Capital social » : insertion de 4 sous-titres et précision de 2 compétences du Conseil d'administration s'agissant du capital social de la Banque Populaire :
 - La fixation d'un plancher de détention de parts sociales pour devenir sociétaire, tant pour les personnes physiques que morales ;
 - La fixation de l'enveloppe annuelle d'émission de parts sociales dans le cadre du dépôt du prospectus AMF.
 - En raison de la variabilité du capital de la Banque Populaire, il est par ailleurs précisé que le pouvoir donné par l'AG au Conseil d'administration ne vaut que pour les augmentations de capital par incorporation de réserves.
- Article 13 - « Remboursement des parts sociales – Valeur nominale » : Ajout des modalités de remboursement des parts sociales lorsque ces dernières sont souscrites dans le cadre d'un PEE. Par ailleurs, dans un souci de clarification, remplacement de la mention « dans la mesure de sa responsabilité statutaire » par « dans la limite de son apport ».
- Article 16 – « Fonctionnement du Conseil » : II - Mise en conformité de la définition du quorum avec l'article L. 225-37 du Code de commerce ; le paragraphe « Pour la validité des délibérations, la présence de la majorité des membres en fonctions est nécessaire. » est remplacé par la mention suivante : « Pour la validité des délibérations du Conseil, la moitié de ses membres doit être

présente (ou réputés comme tels en cas de recours à un procédé de visioconférence). Pour le calcul du quorum, il n'est pas tenu compte des administrateurs représentés. »

III - Insertion de précisions liées à la possibilité de tenir les Conseils d'administration par visioconférence. Il est ainsi précisé que les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents « ou réputés comme tels en cas de recours à un procédé de visioconférence ».

IV - Les modalités de mise en œuvre de la consultation écrite sont précisées ; il est ainsi mentionné que la décision de recourir à la consultation écrite est du ressort du Président du Conseil d'administration et que les décisions prises par consultation écrite font l'objet de procès-verbaux qui sont conservés dans les mêmes conditions que les autres décisions du Conseil d'administration.

Par ailleurs, la notion de cooptation est remplacée par celle de « nomination à titre provisoire » afin de se conformer à la terminologie de l'article L.225-24 du Code de commerce.

- Article 18 – « Constatation des délibérations - Procès-verbaux - Copies – Extraits » : Insertion de la possibilité de tenir les registres de décisions du Conseil d'administration sous forme électronique conformément à l'article R.225-22 du Code de commerce.
- Article 19 – « Pouvoirs du Conseil d'administration » : certaines précisions sont apportées afin de clarifier les pouvoirs du Conseil ; il est par ailleurs fait mention de la possibilité pour le Conseil d'administration de donner délégation au Directeur Général de la banque pour décider de l'acquisition ou la vente de tous biens immeubles, l'établissement de tous bureaux, agences ou succursales et décider toute prise ou cession de participation dans toute société ou entreprise.
- Article 26 - « Délégué BPCE » : Afin de mettre les statuts en conformité avec la Charte des délégués ainsi qu'avec le Règlement Intérieur du Conseil d'Administration des Banques Populaires, il est mentionné que le délégué est invité à toutes les réunions des comités du Conseil.
- Article 31 - « Convocations – Réunions » : Afin de se mettre en conformité avec l'article R.225-68 alinéa 1 du Code de Commerce qui impose la convocation des sociétaires par lettre ordinaire, la mention « la convocation peut être faite par lettre ordinaire adressée à chaque sociétaire » est modifiée comme suit : « la convocation est faite par lettre ordinaire adressée à chaque sociétaire ».
- Article 33 – « Accès aux assemblées – Représentation – Quorum » : Le quorum étant abordé dans l'article 35, la notion de quorum est donc supprimée dans le titre de l'article.
Par ailleurs, afin de se mettre en conformité avec l'article R.225-79 du Code de Commerce, le délai de validité d'un pouvoir pour être représenté à une assemblée générale délibérant sur le même ordre du jour est porté à 15 jours (le délai de 7 jour s'applique aux SARL).
- Article 33,34,35,36, 37 : la notion de vote « par correspondance » est remplacée par celle de vote « à distance » afin de viser le vote électronique émis en amont de l'assemblée générale.
- Article 39 « Procès-verbaux - Extraits sur procès-verbaux d'assemblées » : Insertion de la possibilité de tenir les registres des procès-verbaux d'assemblée générale sous forme électronique conformément à l'article R.225-106 du Code de commerce.
- Article 41 « Répartition des bénéfices – réserves »: Insertion d'une mention permettant, en cas d'insuffisance des résultats d'un exercice et sur décision de l'assemblée générale, le versement d'un intérêt aux parts sociales prélevé sur les réserves, conformément à la possibilité offerte par l'article 17 de la loi du 10 septembre 1947.
- Article 44 « Dépôts légaux » : Afin de mettre l'article en conformité avec l'article L.515-10 du CMF, la compétence du greffe du tribunal d'instance est remplacée par celle du greffe du tribunal judiciaire.

Votes pour : 28 638 625 voix

Votes contre : 242 837 voix

Abstentions : 881 290 voix

La résolution est adoptée par 28 638 625 voix, soit 99,16% des voix exprimées.

Vingt-et-unième résolution (adoption des statuts modifiés)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, en conséquence de l'adoption des résolutions qui précèdent :

1. Adopte article par article puis dans son ensemble le texte des nouveaux statuts qui régiront désormais la Banque Populaire Auvergne Rhône Alpes et dont un exemplaire sera annexé au présent procès-verbal ;
2. Décide que les nouveaux statuts entreront en vigueur à compter de ce jour.

Votes pour : 28 686 409 voix

Votes contre : 230 939 voix

Abstentions : 844 793 voix

La résolution est adoptée par 28 686 409 voix, soit 99,20% des voix exprimées.

Vingt-deuxième résolution (pouvoirs)

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

Votes pour : 29 086 893 voix

Votes contre : 112 381 voix

Abstentions : 563 439 voix

La résolution est adoptée par 29 086 893 voix, soit 99,62% des voix exprimées.

Le président remercie les sociétaires pour l'ensemble de ces votes, ainsi que pour la confiance qu'ils accordent au conseil d'administration.

Il rend hommage à l'enthousiasme et au professionnalisme dont font preuve tous les collaborateurs de la banque au quotidien, et tout particulièrement les membres du Comité de Direction Générale sous la direction de Daniel KARYOTIS.

L'ordre du jour de l'assemblée générale étant épuisé, le président prononce la clôture de l'assemblée.

Lionel BAUD, président

Stéphane VALENTINO, scrutateur

Jean-Pierre PEDRENO, scrutateur

Eric GREVET, secrétaire